



ÉTABLISSEMENT
EN GESTION DIRECTE



aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

CAHIER DES CHARGES (CC)

Pouvoir adjudicateur :

Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE
de Casablanca – Mohammedia
Lycée Lyautey
260 boulevard Ziraoui
20040 Casablanca
MAROC

Objet de la consultation :

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE

AO n° 2019/020

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 FORME DU MARCHE	5
1.3 PROCEDURE DE PASSATION ET MONTANT.....	5
1.4 DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
2.1 PIECES PARTICULIERES	6
2.2 PIECES GENERALES.....	6
ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 4 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	6
4.1 MESURES DE PREVENTION.....	6
4.2 ORGANISATION DU TRAVAIL	6
ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION ET FREQUENCES DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 DISPOSITIONS GENERALES	7
6.2 CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
6.3 MAINTENANCE PREVENTIVE	9
6.4 MAINTENANCE CORRECTIVE	11
6.5 DETAIL DES PIECES COUVERTES PAR LE MARCHE.....	11
6.6 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES INCLUSES AU MARCHE	14
6.7 AFFICHAGE	14
ARTICLE 7 : MOYENS DU TITULAIRE.....	14
7.1 ORGANISATION	14
7.2 ENCADRANT.....	15
7.3 ASSISTANCE ET VERIFICATIONS TECHNIQUES	15
7.4 VETEMENT DE TRAVAIL	15
7.5 PROPRETE ET DECHETS	16
7.6 PIECES DE RECHANGE	16
7.7 FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE	16
ARTICLE 8 : ORGANISATION DES PRESTATIONS.....	16
8.1 SUSPENSION OU MODIFICATION DES PRESTATIONS.....	17
8.2 FORMATION DU PERSONNEL.....	17
8.3 TRACABILITE DES INTERVENTIONS	18
8.4 RAPPORT D'ACTIVITES.....	18
8.5 REUNIONS	18
ARTICLE 9 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	18
9.1 VERIFICATION.....	18
9.2 ADMISSION	19
ARTICLE 10 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	19
10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	19
10.2 CARACTERE DES PRIX	19
10.3 AVANCE FORFAITAIRE	20

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	20
11.1 FACTURATION	20
11.2 PAIEMENT	20
ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD	21
12.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES	21
12.2 MONTANTS DES PENALITES	21
12.3 REFACTIONS	21
ARTICLE 13 : ASSURANCE	21
ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 15 : RESILIATION	22
ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES	22

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet **la maintenance et l'entretien des cinq ascenseurs et d'un monte-charge** situés dans les bâtiments du Groupement :

Le groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de Casablanca – Mohammedia se compose des établissements suivants :

- Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca
- Ecole Molière, 15 boulevard Mohamed Abdou, 20100 Casablanca
- Groupe scolaire Claude Monet, avenue Yacoub El Mansour, Mohammedia

Les caractéristiques principales des appareils concernés par le présent marché :

Etablissement	Localisation	Type	Marque	Numéro	Référence	Charge	Vitesse	Nombre de niveaux
Lycée Lyautey	Bâtiment G	Ascenseur	OTIS	69MGK259	69MGK259	630 KG	1 M/S	4
Lycée Lyautey	Pôle scientifique (PS)	Ascenseur	OTIS	69MGK260	69MGK260	630 KG	1 M/S	4
Lycée Lyautey	Bâtiment I	Monte-charge	OTIS			320 KG	1 M/S	5
Lycée Lyautey	Bâtiment B (Infirmierie)	Ascenseur	SCHINDLER	6571	5400	1275 KG	1 M/S	2
Groupe scolaire Claude Monet	Bâtiment Collège	Ascenseur	THYSENKRUPP	AM 057598	GALAXY	450 KG	1 M/S	3
MOLIERE	Bâtiment E	Ascenseur	ORONA	2075	GEARLESS	630 KG	1 M/S	1

1.2 FORME DU MARCHE

Le marché prend la forme d'un marché mono-attributaire ordinaire.

Les prestations définies au CC ne sont divisées ni en tranches, ni en lots.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Charges (CC) définissant le détail de l'ensemble des prestations à réaliser.

Classification CPV pertinentes :

- 29221610-3 - *Ascenseurs*
- 29221612-7 - *Monte-charges*
- 29221950-8 - *Pièces pour ascenseurs*
- 50800000-3 - *Services divers d'entretien et de réparation*

Le marché se décompose en deux parties :

- Les prestations récurrentes de maintenance, à prix forfaitaire, qui correspondent aux prestations courantes d'entretien des ascenseurs et monte-charge, leur maintien en bon état de fonctionnement, sont chiffrées au Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (BDPGF).
- Les prestations à la demande, qui correspondent d'une part aux prestations supplémentaires ou modificatives (réparation ou remplacement de pièces de rechange, travaux de mise en sécurité ou en conformité ...), et d'autre part, à la fourniture d'articles divers (consommables, pièces de rechange ...).
Ces prestations à la demande feront l'objet d'un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, fournitures) qui sera soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le Bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) fixe les prestations à réaliser par fréquence, sites, nature des opérations, caractéristiques et types d'appareils.

Les prestations à la demande et la fourniture d'articles divers (consommables, pièces de rechange...) s'exécuteront au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, et établis à partir des devis validés par le pouvoir adjudicateur.

1.3 PROCEDURE DE PASSATION ET MONTANT

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée.

La notification du marché, et sa reconduction expresse, emporteront conclusion des prestations forfaitaires, qui constitueront le montant minimum du marché.

Les prestations à la demande et la fourniture des consommables s'exécuteront au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

1.4 DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du **01/02/2020**.

Il sera ensuite reconductible expressément trois (3) fois pour une période d'un (1) an. La durée maximum du marché est donc de quatre (4) ans, reconductions comprises.

Chaque reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part de la personne responsable du marché (courrier avec accusé de réception) et interviendra dans un délai d'un (1) mois avant l'échéance de chaque renouvellement. Les titulaires du marché ne peuvent refuser sa reconduction.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont les suivantes :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (AE) daté et signé ;
- Le présent Cahier des Charges (CC) ;
- Le Bordereau de Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (BDPGF) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le planning de visite des sites ;
- L'attestation de visite des sites.

2.2 PIECES GENERALES

Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire et/ou des fabricants qu'ils distribuent ne font pas partie des documents contractuels.

ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE

Il n'est pas prévu de sous-traitance dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 4 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

4.1 MESURES DE PREVENTION

Le titulaire devra assurer la stricte application des lois et règlements en vigueur sur les conditions de travail, sa durée et sur l'emploi de la main d'œuvre marocaine et étrangère.

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le pôle AEFE Casablanca / Mohammedia et le titulaire procéderont à une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risques, les voies de circulation du personnel et globalement les risques professionnels. S'il y a lieu, cette visite aboutit à la rédaction d'un plan de prévention établi contradictoirement.

4.2 ORGANISATION DU TRAVAIL

Dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché, le titulaire **remet au groupement une liste indiquant les noms** (ou tout autre renseignement qui pourrait être exigé) **des personnels qui sont employés**. Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si une personne cesse ou commence son travail.

Le groupement se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des personnels ne donnant pas satisfaction, notamment en cas de violence verbale ou physique, ou de défaillance dans l'exécution des prestations.

Le groupement dote le titulaire de clés, cartes magnétiques ou passes, permettant l'accès aux ascenseurs. En cas de perte ou de vol, le titulaire en avise aussitôt le groupement et ils sont remplacés à sa charge.

En aucun cas, le titulaire ne peut verrouiller les cartes électroniques pour que seule sa société puisse intervenir. Tout système propriétaire est proscrit.

A l'issue du marché, les clés, cartes magnétiques ou passes devront être automatiquement restitués au Groupement.

ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION ET FREQUENCES DES PRESTATIONS

Les lieux d'exécution des prestations sont les différents établissements du groupement en gestion directe de l'AEFE de Casablanca – Mohammedia énumérés à l'article 1.1 du présent C.

L'entretien (prestations courantes) est réalisé durant les périodes hors vacances scolaires et les prestations d'entretien approfondi et diagnostic sont effectuées pendant les vacances scolaires, à savoir :

- 2 semaines approximatives de fin octobre à début novembre pour les vacances d'automne,
- 2 semaines approximatives de fin décembre à début janvier pour les vacances de Noël,
- 2 semaines approximatives de fin février à début mars pour les vacances d'hiver,
- 2 semaines approximatives pour la période des vacances de printemps,
- 8 semaines approximatives en juillet et août pour les vacances d'été.

Les établissements concernés, les tâches d'entretien, la fréquence des prestations sont repris au BDPGF. **Ils ont une valeur indicative. Aussi, la planification exhaustive de la prestation sera définie entre le titulaire et le groupement dès le début du marché à partir du planning des interventions proposé par le titulaire**, dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CC.

En tout état de cause, la fréquence des prestations devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra se conformer scrupuleusement aux horaires prescrits par le groupement.

Dans le cas de nécessités liées à la situation du groupement, il pourra être procédé au réaménagement des horaires et des fréquences de passage. Ces modifications seront transmises par écrit au titulaire, au minimum 5 jours avant la date de début des prestations.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations à effectuer ont pour but de maintenir les ascenseurs et monte-charge dans de bonnes conditions de sécurité, propreté, d'hygiène et de confort.

Les prestations comprennent principalement :

- l'entretien des installations,
- les dépannages,
- les désincarcérations,
- les vérifications réglementaires,
- la présence d'un représentant de l'entreprise titulaire lors de la visite de contrôle réglementaire.

Les interventions du titulaire et les résultats obtenus sont appréciés par des constatations et des contrôles de qualités effectués par le représentant du groupement, conformément au mémoire technique et suivant le **planning fourni par le prestataire et approuvé par le groupement en début de marché**.

Le marché impose au titulaire une **obligation de résultat**.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent CC et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de chaque établissement et qu'il juge utile pour l'accomplissement de ses missions.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CC, notamment les périodicités ou fréquences, ou tous les documents qui y sont cités ne sont que les moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état des installations et équipements des bâtiments pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le CC.

Le titulaire doit pouvoir mettre à disposition les renforts ou la main d'œuvre qualifiée nécessaire en astreinte pour assurer les prestations à la demande.

D'une manière générale, le titulaire garantit :

- le maintien en parfait état des ascenseurs dont il a l'entretien et la réalisation des prestations contractuelles dans les règles de l'art et conformément aux prescriptions définies au présent CC,
- la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats par la mise en place d'outils de contrôle et de l'utilisation des ressources.

Le prestataire souscrit à une obligation de résultat pour l'exécution de la prestation. Il l'exécute dans le respect des dispositions légales, réglementaires qui s'appliquent au périmètre de cette prestation.

La prestation devra être conforme à l'arrêté du 18 novembre 2004 (*Références réglementaires françaises*) relatif à l'entretien des ascenseurs. L'entretien des ascenseurs comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine, comme d'un autre fabricant. Les prestations demandées ont été établies au regard de la liste des opérations minimales d'entretien et des fréquences minimales de vérification prévues à l'arrêté du 18 novembre 2004 (*Références réglementaires françaises*) relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.

Le prestataire réalise, à sa charge dans les trois premiers mois à compter de la notification du contrat, la visite spécifique de sécurité sur chaque appareil, conformément au décret 95826 du 01 Juillet 1995 (*Références réglementaires françaises*).

Il préconise les travaux nécessaires pour rendre les installations conformes, notamment sur les points suivants :

- Accès machineries et locaux poulies
- Séparation des gaines
- Commandes d'inspection sur le toit de la cabine
- Dispositif d'arrêt en cuvette
- Eclairage des gaines, des machineries, des locaux poulies
- Socles des prises de courant en cuvette, machinerie, locaux poulies, toit de cabine
- Tableaux électriques et circuits d'éclairage, machineries et locaux poulies
- Traitement des points rentrants
- Garde-corps

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire doit mettre à jour les plans et schémas des installations et transmettre au maître d'ouvrage un exemplaire des plans modifiés, aux formats pdf et dwg.

6.2 CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations devront être conformes aux normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Chaque intervention se fait à une heure raisonnable de la journée (entre 8h00 au plus tôt le matin et 17h00 au plus tard le soir, ces horaires devant être cohérents avec les règlements internes de chaque établissement).

Le prestataire est tenu de réaliser un travail soigné et fini à chaque intervention, dans le respect des équipements. Toute prestation qui n'est pas conforme aux règles de qualité spécifiées ou de sécurité est purement refusée et le prestataire mis en demeure de refaire sa prestation.

Le port des équipements de protections individuelles est obligatoire pour tout le personnel circulant dans les établissements de l'AEFE. Le groupement exclura des établissements tout agent refusant ces obligations.

6.3 MAINTENANCE PREVENTIVE

A la suite de chaque visite, le prestataire de service devra faire signer une feuille d'intervention au responsable de chaque site visité et faire parvenir au groupement un rapport précis et complet comportant pour chaque bâtiment la date de la visite, le descriptif de l'intervention, les anomalies et désordres constatés, avec les solutions apportées ou proposées.

A. CABINE

- Vérification des verrouillages de porte
- Vérification des contacts de fermeture de porte
- Vérification de l'efficacité du dispositif de réouverture de porte
- Vérification des cellules
- Vérification du dispositif de demande de secours
- Vérification des commandes et indicateur
- Vérification des commandes d'inspection
- Vérification des arrêts d'urgence et des contacts de sécurité

- Vérification de l'éclairage normal et secours
- Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours
- Vérification de la précision des arrêts et de nivelage
- Vérification du dispositif antidérive
- Vérification des coulisseaux et galets
- Vérification des poulies de mouflage
- Vérification des attaches câbles, chaînes ou courroies de traction
- Vérification de la course, des guidages et jeux de porte
- Vérification des câbles, chaînes et courroies de porte
- Vérification des suspensions et patins de porte
- Nettoyage du toit
- Vérification du serrage des assemblages de l'arcade et parois
- Vérification du système de protection anti-chute (parachute)
- Vérification du système de contrôle de rupture des câbles (hydraulique)
- Vérification du système de pèse charge

B. MACHINERIE (LOCAL OU HAUT DE GAINÉ)

- Vérification de l'armoire de commande
- Vérification de l'éclairage normal et de secours
- Vérification des contacts de sécurité
- Vérification du niveau et fuite d'huile hydraulique
- Vérification du fonctionnement général
- Vérification de la chaîne de sécurité et fusibles
- Vérification du frein
- Nettoyage
- Vérification du variateur ou régulateur de vitesse
- Vérification du moteur d'entraînement ou pompe hydraulique
- Vérification du réducteur
- Vérification des disjoncteurs de protection
- Vérification de la poulie de traction
- Vérification des câbles, chaînes et courroies
- Vérification du compresseur de portes
- Vérification du limiteur de vitesse (cabine et contre poids)

C. GAINÉ

- Vérification de l'éclairage
- Vérification des contacts de sécurité (fin de course, stop, poulie, ...)
- Vérification des serrures de portes palières
- Vérification des mécanismes de déverrouillage de secours de porte
- Vérification de la lubrification des guides cabine et contre poids
- Vérification de la lubrification des portes palières
- Nettoyage de la cuvette
- Vérification des guidages, courses et jeux de portes palières
- Vérification des câbles, courroie ou chaînes de porte palière
- Vérification de l'étanchéité des vérins
- Vérification des flexibles hydrauliques rigides ou souples
- Vérification des attaches de câbles, chaînes et courroies (points fixes)
- Vérification des câbles souples (pendentifs)

- Vérification des guides cabine et contrepoids
- Vérification des poulies de renvoi, déflexion et mouflage
- Vérification de la poulie tendeuse du limiteur de vitesse
- Vérification des amortisseurs
- Vérification des vérins hydrauliques
- Vérification de l'état du câblage électrique

D. PALIERS

- Vérification des boutons d'appel
- Vérification des indicateurs de niveaux et de sens
- Vérification des contrôles d'accès (digicode, contact à clé, ...)
- Vérification du dispositif pompier
- Vérification de l'état des portes

E. LOCAL POULIES

- Vérification des contacts de sécurité
- Vérification de l'éclairage
- Vérification des disjoncteurs de protection
- Vérification des poulies de renvoi
- Nettoyage

La liste des opérations ci-dessus devra être complétée par toutes les autres opérations ayant pour but de maintenir les ascenseurs et monte-charge dans de bonnes conditions de sécurité, propreté, d'hygiène et de confort. Les candidats au marché devront remettre dans leur mémoire technique une liste exhaustive des opérations de maintenance préventive qui feront partie des prestations forfaitaires. L'analyse de cette liste contribuera à la notation technique du candidat.

6.4 MAINTENANCE CORRECTIVE

A la suite des opérations de maintenance préventive, pour les grosses anomalies constatées, le titulaire proposera des devis de réparation au pouvoir adjudicateur.

Ces devis pourront faire l'objet d'un simple bon de commande ou, dans le cas de montants importants, d'une consultation.

L'organisation des travaux fera l'objet d'un accord entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage en fonction du site et de la nature des travaux.

6.5 DETAIL DES PIECES COUVERTES PAR LE MARCHE

A. CABINE

- les boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore
- dispositif de demande de secours et son système de batterie
- signalisation de position et de direction
- câblage électrique ou électronique

- Tous dispositifs de réouverture de porte sans choc
- Opérateur de porte
- Moteur d'opérateur de porte
- Boitier commande de porte
- Courroie d'entraînement (moteur)
- Courroie / chaîne d'entraînement (panneaux)
- Patins de guidage, rollers,
- Pince de déverrouillage
- Rails de porte
- Seuil de sécurité
- Parachute
- Garde pied mobile
- Dispositif de manœuvre de commande d'inspection
- Impulseurs, bistable, cellule
- Système de mesure de la charge de cabine
- Dispositif antidérive hydraulique
- les paumelles de portes
- les contacts de portes
- les galets de suspension de porte
- les dispositifs mécaniques de réouverture de porte
- les fermes portes automatiques de porte battante
- les coulisseaux cabine, y compris les garnitures
- les interfaces « usager d'appel secours », y compris boutons avec leur signalisation et hautparleur
- les ampoules ou tubes néons des éclairages normales et secours

B. GAINÉ

- Câbles de traction et attaches
- Chaînes ou courroies de suspension
- Câbles de limiteur de vitesse
- Câbles de compensation
- Câbles, ruban, chaîne entraînement du sélecteur
- Câbles souples pendentifs
- Impulseurs / Orienteurs
- Contacts fixes et mobiles
- Interrupteurs d'étages
- Systèmes de fin de course inspection
- Boîte orienteuse de sélecteur
- Poulies de renvoi
- Joint tête de piston et soupape de rupture –hydraulique.
- Dispositif anti dérive (taquet) – hydraulique
- Amortisseur et huile amortisseur
- Poulie tendeuse du limiteur et contacts
- Bouton d'arrêt
- Bouton d'éclairage gaine et prises de courant

C. PALIERS

- les fermes portes automatiques de porte battante

- les serrures
- les contacts de porte
- les paumelles de porte
- les galets de suspension de porte
- les contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières
- les boutons d'appel, y compris leurs voyants lumineux
- Signalétique de position et de direction
- Signalisation sonore (gong)
- Dispositif de manœuvre pompier
- Câblage ou courroie d'entraînement des postes automatiques
- Dispositif de déverrouillage manuel
- Dispositif contre le déverrouillage illicite

D. MACHINERIE

Sur la centrale hydraulique

- Distributeur et son système de commande
- Groupe moto pompe
- Filtre
- Electrovanne et joints
- Pompe manuelle
- Refroidisseurs ou résistances
- Appoint d'huile

Dans le réducteur :

- Arbre à vis et arbre lent du treuil
- Engrenage
- Paliers, roulements, coussinets
- Poulie
- Etanchéité de treuil
- Mâchoires de frein, garnitures de frein, bobine
- Coupleur centrifuge

Dans le moteur :

- Roulement / Palier
- Rotor & Stator, Bobinage
- Coussinets
- Condensateur de démarrage
- Ventilateurs
- Sondes thermiques

Dans la manœuvre :

- Alimentation
- Fusible
- Transformateur
- Redresseur
- Condensateur, résistance
- Bobine
- Contacteur, relais, relais temporisé
- Contact fixe et mobile
- Carte et circuit électronique

- Dispositif de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts électriques indirects

Dans le limiteur de vitesse :

- Contact, galet
- Limiteur
- Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée

Dans le sélecteur :

- Bascule et microcontact
- Organes de sélecteur, contrôleur d'étages

La liste des pièces couvertes par le marché ci-dessus devra être complétée par toutes les autres pièces ayant pour but de maintenir les ascenseurs et monte-charge dans de bonnes conditions de sécurité, propreté, d'hygiène et de confort. Les candidats au marché devront remettre dans leur mémoire technique une liste exhaustive des pièces couverte par le marché qui feront partie des prestations forfaitaires. L'analyse de cette liste contribuera à la notation technique du candidat.

6.6 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES INCLUSES AU MARCHE

- Toutes les **interventions pour personnes bloquées** en cabine 7j/7 et 24h/24 **en moins d'une heure**,
- Toutes les **interventions correctives (dépannage) en moins de 4 heures** sur appel téléphonique confirmé si nécessaire par un mail aux coordonnées indiquées par le prestataire.

6.7 AFFICHAGE

Le titulaire doit vérifier, mettre à jour et remplacer si nécessaire :

- Notices d'instructions et de fonctionnement en cabine suivant les normes applicables pour chaque ascenseur ;
- Affichettes apposées sur le dormant de la porte du RDC et en cabine indiquant le numéro de téléphone du prestataire à appeler pour dépannage ou en cas d'urgence. Dans le cas d'étiquettes existantes, le titulaire se charge de les retirer et de les remplacer par des nouvelles.

ARTICLE 7 : MOYENS DU TITULAIRE

7.1 ORGANISATION

Pour assurer les prestations, le titulaire devra disposer d'agents encadrés par un responsable désigné par l'entreprise.

L'encadrant, proposé par le titulaire, devra être présent sur les sites dans les conditions définies à l'article 7.2 du présent CC.

Le projet d'organisation, précisant l'effectif, les qualifications est fixé par le titulaire dans son mémoire technique remis avec son offre.

Le titulaire s'engage, en cas d'absence imprévisible d'un agent à assurer son remplacement dans les plus brefs délais et à faire assurer les prestations conformément au marché.

7.2 ENCADRANT

La durée de présence de l'encadrant est fixée par le titulaire dans le mémoire technique joint à son offre.

Il est l'interlocuteur privilégié du groupement dans le suivi global du marché, et en particulier pour la réalisation des contrôles qualité.

Il est responsable de l'encadrement du personnel en matière de discipline, de modalités d'exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des clauses du présent marché. En cas d'absence, il doit être remplacé par une personne de compétences similaires, déchargée des tâches d'entretien.

L'encadrant est également présent à la demande du groupement.

Il est chargé de :

- Organiser sur le site la prestation d'entretien et de maintenance ;
- Établir des rapports en mentionnant les incidents et toutes les observations sur l'état des installations ;
- Traiter les informations : défauts techniques, alarmes, incidents et établir des fiches d'incidents ;
- Superviser la bonne tenue du manuel de maintenance tout en assurant la bonne application des procédures d'hygiène et de sécurité ;
- Contrôler et superviser la présence, le comportement et la tenue des techniciens spécialisés ;
- Avertir et alerter d'urgence, par téléphone et par email le maître d'ouvrage de tout incident.

Il est précisé que l'encadrant est totalement non œuvrant et son rôle consiste à assister les agents et à contrôler la qualité de leurs interventions. Il ne doit en aucun cas remplacer un agent absent.

7.3 ASSISTANCE ET VERIFICATIONS TECHNIQUES

Le Groupement se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimerait nécessaires.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être présent lors ces visites.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent CC, les frais y afférents seraient à la charge du titulaire du marché.

7.4 VETEMENT DE TRAVAIL

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à sa fonction. Les tenues doivent être propres et soignées.

En outre, tous les personnels du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de son entreprise.

7.5 PROPRETE ET DECHETS

Après chaque intervention, le titulaire veille à laisser les installations et leurs alentours dans un état propre.

L'évacuation et l'élimination des déchets résultant de la prestation du titulaire sont à sa charge.

7.6 PIECES DE RECHANGE

Le titulaire doit tenir un stock de pièces de rechange disponible permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués au mémoire technique.

En conséquence, le titulaire ne peut pas invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs.

Tout constat d'un matériel défectueux doit être signalé immédiatement au groupement par le biais d'une fiche de liaison. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé aux frais du titulaire.

Tout dommage causé aux installations et équipements du Groupement, sera à la charge du titulaire.

7.7 FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire doit être en possession des outils spécifiques et adaptés aux différentes manœuvres afin de pouvoir assurer les opérations d'entretien et de dépannage.

La nécessité d'utiliser un de ces appareils ne peut faire l'objet d'une facturation spécifique au groupement.

Aucun matériel ne sera fourni par le groupement.

ARTICLE 8 : ORGANISATION DES PRESTATIONS

Au début et au cours de l'exécution de son marché, le titulaire planifie ses interventions en vue d'assurer les obligations de résultat fixées au marché. **Une réunion devra être organisée au démarrage des prestations entre le titulaire et le groupement** afin de fixer l'organisation du déroulement des prestations (présentation des interlocuteurs, du planning mensuel ou annuel d'intervention et de contrôle qualité, présentation détaillée des prestations devant être effectuées et des obligations et responsabilité de chaque partie).

Pour établir son planning d'interventions, le titulaire tient compte en particulier :

- de la législation,
- des caractéristiques des ascenseurs et de leur état,
- des recommandations qui lui sont données par le groupement,
- des règles de l'art,

- de son expérience,
- de l'utilisation des locaux,
- des fréquentiels prévus au présent CC et au BDPGF.

Ce planning peut être aménagé et modifié par le groupement pour permettre d'obtenir les résultats demandés sans remise en cause des prix forfaitaires établis au BDPGF.

Le planning des actions à effectuer en fonction du fréquentiel est établi définitivement dès le début du marché en indiquant les jours de la semaine, du mois ou de l'année où les actions seront effectuées.

Le groupement se réserve le droit de modifier cette planification en cas de travaux, pour des motifs d'urgence imprévisible ainsi que des événements exceptionnels et d'en informer le titulaire dans un délai le plus bref possible.

Ces adaptations ne changent pas les conditions financières du marché.

En revanche, le titulaire est tenu de respecter le calendrier d'interventions qui a été arrêté. Dans l'hypothèse où le titulaire ne peut réaliser une action de maintenance, il doit en aviser immédiatement le groupement.

Sauf accord préalable ou demande expresse du groupement, aucune opération d'entretien des ascenseurs ne peut être déplacée.

Ainsi, le titulaire assure l'encadrement des actions d'entretien avec :

- le respect des plannings,
- le respect de la bonne évolution des tâches,
- le respect des consignes particulières données par le groupement.

8.1 SUSPENSION OU MODIFICATION DES PRESTATIONS

Le groupement pourra obtenir la suspension des prestations en cas de force majeure ou de fermeture des établissements (le titulaire devra dans ce second cas avoir été averti par écrit 30 jours calendaires avant la ou les fermetures).

En cas d'événements exceptionnels venant affecter les locaux compris dans le marché, la réorganisation des prestations d'entretien des ascenseurs concernées fera l'objet d'un accord entre le groupement et le titulaire.

8.2 FORMATION DU PERSONNEL

A l'initiative du groupement, le titulaire devra former le personnel des établissements à la désincarcération des personnes bloquées en cabine.

Cette formation est incluse dans la prestation et ne peut pas faire l'objet d'une facturation spécifique.

Le titulaire réalisera au minimum une journée de formation par an et par établissement.

8.3 TRACABILITE DES INTERVENTIONS

Toutes les interventions (visites périodiques, travaux, dépannages ...) sont consignées dans le carnet d'entretien tenu par le groupement (1 par site).

Ce registre est déposé dans des lieux choisis par le groupement. Un contrôle "contradictoire" sera organisé par le groupement.

Le carnet d'entretien doit comporter les éléments suivants :

- La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que le nom et la signature du technicien ;
- La nature de la visite (entretien ou dépannage) ;
- Emplacement et matricule de l'appareil concerné ;
- Les observations et actions effectuées (réparations, remplacement de pièces ...) ;

Le carnet d'entretien est mis à jour lors de chaque intervention.

En cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et biens, le titulaire avertit immédiatement le groupement.

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Ces documents sont propriétés du groupement.

8.4 RAPPORT D'ACTIVITES

Le titulaire doit fournir à chaque date anniversaire du marché un rapport d'activités annuel.

Ce rapport d'activités doit comporter les renseignements suivants :

- Le nombre de pannes et de dépannages ;
- Le nombre d'interventions de désincarcération de personnes bloquées en cabine ;
- La date, la durée et la nature des interventions ;
- La date et la nature des travaux effectuées au cours des visites d'entretien ;
- Des informations générales relatives à la sécurité, aux dégradations éventuelles, aux anomalies rencontrées ;
- L'état des installations et les propositions d'amélioration ;
- Les préconisations de mise en sécurité ou en conformité.

8.5 REUNIONS

A la demande du groupement, le titulaire participe à des réunions de suivi en présence, le cas échéant d'un contrôleur technique, ou de tout autre expert.

ARTICLE 9 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans le délai maximum de 2 jours avec les précisions suivantes.

Le régisseur du groupement sera chargé de la liaison avec le titulaire, vérifiera le respect du planning des prestations ainsi que la qualité de leur exécution conformément au présent CC.

Un journal de bord sera établi et tenu par le régisseur, conformément aux indications fournies dans le CC.

Un « contrôle qualité » des sites sera fait par le régisseur du groupement qui portera éventuellement ses remarques sur les conditions d'exécution des prestations dans le cahier de liaison prévu au CC. Un point sera fait au cours des réunions de suivi prévues à l'article 8.5 du CC.

9.2 ADMISSION

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions suivantes : chaque fois que le groupement constate que la prestation n'a pas été exécutée de manière satisfaisante, elle en avise le titulaire par courrier ou mél ou en consignait une observation dans le carnet d'entretien prévu à l'article 8.3 du CC. Des réfections peuvent être appliquées conformément à l'article 12.3 du présent CC.

ARTICLE 10 : MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations annuelles, et à prix unitaires pour les prestations exceptionnelles et la fourniture de consommable donnant lieu à des bons de commande.

Les prix tiennent compte des sujétions fixées par les documents contractuels ; le titulaire est en outre réputé être informé de l'ensemble des autres sujétions et contraintes liées notamment à la localisation des bâtiments, la configuration des locaux ainsi qu'aux superficies.

Les prix du marché sont donnés hors taxes en dirhams, ils sont réputés comprendre la totalité des prestations figurant dans le marché.

Ils sont définis par le candidat dans le BDPGF annexé au présent document.

Les prix doivent comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres (y compris les droits de douane) frappant obligatoirement les prestations.

La modification des taxes fiscales ou parafiscales ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant. Les nouveaux taux seront systématiquement pris en compte, avec application à la date d'exécution des prestations.

10.2 CARACTERE DES PRIX

Les prix sont fermes et définitifs.

10.3 AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire ne peut être versée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

11.1 FACTURATION

Le paiement des prestations forfaitaires est effectué par règlement trimestriel à terme échu, correspondant au tiers de la valeur annuelle du marché. Les prestations exceptionnelles et les commandes de consommables sont facturées séparément, après exécution ou livraison complète des prestations, au fur et à mesure de leur exécution.

Le paiement est effectué sur présentation de factures établies conformément aux prix du marché. Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de la facture
- la référence du marché
- nom et adresse complète du prestataire
- le RC, l'IF, l'ICE, le numéro de patente et le numéro CNSS
- les noms et adresse du créancier (Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de Casablanca – Mohammedia de l'AEFE, Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca)
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- le numéro et la date du bon de commande (pour les prestations à la demande)
- le numéro et la date du bon de livraison
- la désignation précise des prestations
- le prix unitaire H.T
- la quantité
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant T.T.C
- date de réalisation des prestations (date du service fait)
- cachet et signature

Pour les prestations occasionnelles, le double du bon de commande et de livraison devra être annexé à la facture.

Elles devront être adressées à : fournisseurs@lyceelyautey.org, bcheminal@lyceelyautey.org, vperriez@lyceelyautey.org, nlance@lyceelyautey.org,

L'absence d'une mention obligatoire entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

11.2 PAIEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif.

ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD

12.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Sauf cas de force majeure ou prolongation de délai résultant d'un accord écrit du pouvoir adjudicateur, les pénalités courent à compter du constat du retard, de la mauvaise exécution ou de l'infraction, sans mise en demeure préalable.

Elles seront notifiées par écrit et devront obligatoirement être reportées sur la facture.

12.2 MONTANTS DES PENALITES

Le montant des pénalités est fixé dans les conditions suivantes :

- **Pénalité pour retard** : 1000 dirhams TTC par jour de retard pour tous les articles où il est fait mention d'un délai.

Ces pénalités seront déduites de la facture; la déduction devra apparaître expressément sur la facture.

A défaut, il sera suspendu à la mise en paiement de la facture.

12.3 REFACTIONS

Des réfections peuvent être prononcées en cas d'inexécution ou qualité insuffisante d'exécution des prestations, ou non-respect des fréquences d'exécution.

Le montant des réfections est calculé comme suit :

Après le 3^{ème} défaut constaté sur le cahier de maintenance, chaque nouveau défaut constaté pourra entraîner une réfaction forfaitaire de 1000.00 Dirhams TTC qui sera déduite sur la facture trimestrielle.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir confidentielles les informations de toute nature qui lui sont communiquées comme telle par l'autre partie pendant l'exécution du contrat ou dont elle aura eu connaissance au cours de la réalisation de la prestation.

Les parties s'engagent à n'utiliser ces informations qu'aux fins de la réalisation de la prestation de service.

De même, les parties s'engagent à ne pas exploiter, pour leur compte ou pour celui d'un tiers, directement ou indirectement, tout ou partie de ces informations.

Chaque partie devra, à la fin de la relation contractuelle, restituer tout document contenant des informations confidentielles qui lui aura été confié par l'autre partie et n'en conserver aucune copie.

L'engagement de confidentialité des parties est valable pendant toute la durée d'exécution du contrat et pendant 20 ans suivant la fin de réalisation de la prestation.

ARTICLE 15 : RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur pourra, si le fournisseur ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent CC ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché sans mise en demeure et sans le paiement d'aucune indemnité.

Cette résiliation ne remettra pas en cause l'application des pénalités de retard.

ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, les litiges éventuels sont portés devant la juridiction compétente.

A Casablanca,
Le.....

A Casablanca,
Le.....

L'Ordonnateur du Groupement des
établissements en gestion directe de
l'AEFE de Casablanca – Mohammedia

Le Représentant du soumissionnaire

Claude THOINET